

Terminologie de l'aide au développement et de la JICA

A

● Afrique subsaharienne

Région située au sud du désert du Sahara et regroupant 47 des 53 pays du continent africain.

● Aide à l'augmentation de la production alimentaire (KR 2)

Programme de coopération financière non remboursable sous forme de dons d'engrais, de produits chimiques et d'engins agricoles en vue de contribuer à l'autosuffisance des pays en développement.

● Aide à la reconstruction après un conflit

Il s'agit d'une aide à la reprise et au développement après la fin d'un conflit régional. Ses objectifs sont d'établir la paix et de bâtir les fondations propices à un développement durable par la résolution de problèmes rémanents en situation post-conflictuelle. Elle est axée notamment sur la remise en état des installations, la promotion de l'industrie, la réintégration des soldats démobilisés, les soins aux blessés, la limitation des armements et le maintien de l'ordre et de la sécurité publics.

● Aide alimentaire (KR)

Ce programme de coopération financière non remboursable a été lancé par le Japon suite à la Convention relative à l'aide alimentaire (CAA) de 1986. Aux termes de la CAA, l'engagement annuel minimum du Japon se monte à un total de 300 000 tonnes d'équivalent blé. Selon cette méthode de conversion, l'aide alimentaire du Japon est fournie sous la forme de dons en espèces devant servir à l'achat de produits alimentaires pour ou par le pays bénéficiaire. Les produits éligibles en tant qu'aide alimentaire sont les céréales, les légumineuses, l'huile comestible, les tubercules comestibles, la poudre de lait écrémé, le sucre, les semences de produits éligibles, et les produits qui entrent dans le régime alimentaire traditionnel des groupes vulnérables ou qui entrent dans des programmes de compléments nutritionnels conformes aux termes de la CAA.

● Aide bilatérale

Classification de l'APD se rapportant à l'aide mise en œuvre entre un pays industrialisé et un pays en développement. Flexible et précise, elle offre aussi l'avantage de renforcer les relations d'amitié entre les deux parties, du fait de l'effet direct des politiques d'aide et des réalisations du donateur sur le bénéficiaire.

● Aide financière non remboursable pour la modernisation de projets financés par des prêts en yens

Le fonds général — une des six grandes catégories de la coopération financière non remboursable — finance par des dons la modernisation de projets réalisés par des prêts en yens lorsque ces derniers sont inadaptés aux critères d'urgence, de rentabilité ou d'échelle.

● Aide financière non remboursable pour les microprojets locaux (APL) contribuant à la sécurité humaine

Subventions gérées par l'ambassade du Japon sur place. Elles permettent d'appuyer des microprojets soumis par des organisations non gouvernementales (ONG) et des collectivités locales qui ne sont pas éligibles au titre du programme de coopération financière non remboursable de la JICA.

● Aide multilatérale

Catégorie d'APD sous forme de contributions financières à la Banque mondiale et à des organisations internationales. Elle offre, d'une part, l'accès à un savoir spécialisé, à une vaste expérience et aux réseaux d'aide des organisations internationales et, de l'autre, le maintien d'une neutralité politique. Ce système présente de nombreux avantages : l'aide multilatérale permet de porter assistance aux réfugiés, là où une aide bilatérale pourrait difficilement intervenir et permet de lutter contre les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale. Elle s'avère par ailleurs efficace lorsque les informations sur les bénéficiaires et les modalités de l'aide sont insuffisantes.

● Aide sous forme de prêts

Emprunt public sur une base bilatérale assorti d'une longue période de remboursement et d'un faible taux d'intérêt. Au Japon, la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) propose des prêts financés par l'aide publique au développement du Japon, appelés « prêts en yens ».

● Approche (ou démarche) par programme

Méthode d'aide combinant de manière organique un groupe de projets liés entre eux.

● Appropriation

Efforts d'auto-assistance d'un pays en développement. Les concepts de base de la nouvelle stratégie de développement du CAD sont l'« appropriation » (efforts d'auto-assistance des pays en développement) et le « partenariat » (liens avec les pays industrialisés en appui à l'appropriation).

● Association internationale de développement (AID)

Appelée également « Deuxième Banque mondiale ». La Banque mondiale et la Société financière internationale (SFI) étant des institutions financières qui fonctionnent sur un mode semi-commercial, il est apparu alors nécessaire de créer une institution apte à fournir aux pays en développement une aide aux conditions plus souples. Ainsi, l'AID a été créée en septembre 1960. En juin 2005, elle comptait 165 États membres. Les prêts ne sont accordés qu'aux pays membres.

● Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC)

Association fondée en 1985 pour la coopération régionale entre sept pays de l'Asie du Sud-Ouest.

● Autonomisation/habilitation

Avec l'acquisition et l'exercice d'une conscience individuelle, de capacités de prise de décisions autonomes et du pouvoir économique, social, juridique et politique, la faculté de prendre des décisions en toute indépendance contribue à gommer les inégalités sociales.

B

● Banque japonaise de coopération internationale (Japan Bank for International Cooperation ou JBIC)

Institution publique spéciale formée en octobre 1999 par la fusion de la Banque d'import-export du Japon (JEXIM) et du Fonds japonais de coopération économique outre-mer (OECF), la JBIC est aujourd'hui une institution administrative

indépendante. Elle soutient les exportations, le financement des investissements et d'autres activités financières internationales, consent des prêts en yens et d'autres aides économiques aux pays en développement.

● Besoins essentiels de l'être humain (BEEH)

Ce concept s'applique à des formes d'aide destinées à produire un impact direct sur les populations à faible revenu et non plus seulement à favoriser le développement économique comme par le passé. Les besoins essentiels de l'être humain touchent plus spécifiquement aux conditions de vie de base, telles que la nourriture, le logement et l'habillement, l'eau potable, les installations sanitaires, les soins de santé et l'éducation.

● Bonne gestion des affaires publiques

Sur le plan politique et administratif, elle consiste à assurer, entre autres, efficacité, cohérence, transparence, respect du droit, dialogue avec la société civile et réduction des dépenses militaires abusives. Dans son APD, le Japon considère que le développement en harmonie avec l'environnement et l'aide pour répondre aux BEEH réunit les éléments essentiels d'une coopération garantissant une bonne gestion des affaires publiques.

C

● Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)

Rapport que le Comité au développement du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale a demandé d'élaborer en 1999 aux différents pays pauvres très endettés (PPTÉ), chacun séparément, afin de statuer sur leur demande d'allègement de la dette. Dans la préparation de ce document, une attention toute particulière aux mesures de lutte contre la pauvreté est exigée.

● Centre Japon

Outil destiné à soutenir les efforts de réforme de la transition vers l'économie de marché dans les pays ex-socialistes de la Communauté des États indépendants (CEI), tels que le Kazakhstan et les États VCL (Vietnam, Cambodge et Laos). Le Centre Japon sert d'enceinte à diverses activités de coopération technique et culturelle du Japon axées sur l'envoi d'experts, le développement des ressources humaines par des stages de formation, des cours de japonais et d'introduction à la culture japonaise.

● Comité d'aide au développement (CAD)

Relevant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et créé en 1961, le CAD est chargé de diffuser l'information sur l'aide, d'ajuster les politiques d'aide et d'examiner la mise en œuvre de l'aide par les États membres et de leurs politiques dans ce domaine. En 2004, le CAD comptait parmi ses membres 22 pays industrialisés et l'UE.

● Conseiller en formulation de projets

Conseiller envoyé par la JICA dans un pays en développement en vue de réunir des documents et des informations, de procéder à des échanges de vues avec les personnes compétentes, dans le but de formuler des projets de coopération efficaces et adaptés à la situation réelle dans le pays.

● Conseiller senior

Expert employé par la JICA dans le cadre d'activités de coopération technique. S'ils sont conseillers de haut niveau, chefs de projets ou experts à l'étranger, au Japon, ils conduisent et conseillent divers types de recherches, forment les futurs experts et encadrent les participants étrangers à une formation technique.

● Construction (ou consolidation) de la paix

Cycle d'opérations formant le processus global de restauration de la paix dans une zone de conflits, dont les composantes sont la prévention des conflits, l'aide humanitaire d'urgence, le redressement et la reconstruction, la prévention de la reprise des conflits et la promotion à grande échelle du développement.

● Coopération intégrée

Fondé sur une approche globale des objectifs de développement dans des secteurs spécifiques prioritaires de l'aide, ce système offre une combinaison flexible d'activités d'assistance technique et de coopération financière non remboursable, notamment la formation internationale, l'envoi d'experts et de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).

● Coopération Sud-Sud

Expansion économique des pays en développement par la coopération régionale. Stratégie de l'aide basée sur le constat d'une disparité croissante entre les pays en développement qui remet en cause l'idée longtemps prédominante d'un développement indissociable de l'aide financière et technique des pays industrialisés. Le transfert en particulier par les pays du Nord de technologies à forte intensité de capital et de connaissances est souvent inadapté aux besoins de technologie à forte intensité de main-d'œuvre dans les pays du Sud. Depuis la fin des années 1970, la coopération entre les pays en développement baptisée « coopération Sud-Sud » est soutenue par les organisations internationales, au nombre desquelles la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

● Coopération ultérieure

Après l'achèvement d'un projet, aide accordée sous forme de don d'équipements, de mission d'experts, de soutien à l'établissement et la gestion d'associations d'anciens stagiaires de la JICA (programmes de formation technique et d'invitation de jeunes adultes) et d'envoi de matériels de référence aux participants.

● Coordinateur

Personnel de la JICA chargé des opérations de coopération technique dans le pays partenaire, des contacts avec les parties prenantes, de la gestion comptable et financière du budget nécessaire aux activités des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et des missions d'études.

● Coordination de l'aide

Pour une utilisation plus efficace de l'aide, les donateurs coordonnent leurs actions et assurent l'adéquation entre l'assistance fournie et les priorités de développement du pays partenaire.

D

● Dépenses locales

Dépenses afférentes à la réalisation et à la gestion d'un projet à la charge du pays partenaire. Elles couvrent l'achat de terrain, les dépenses de personnel — homologues et membres du projet —, le transport intérieur d'équipements et de matériels, et les charges renouvelables (administration, entretien des bâtiments, équipements et matériels, dépenses de personnel).

● Développement centré sur la personne humaine

Approche de la coopération économique centrée sur la vie de l'être humain, le bien-être et le bonheur de l'individu. L'importance du « développement de la personne humaine » a été reconnue dès la fin des années 1980. La déclaration adoptée lors du sommet mondial des Nations-Unies pour le développement social en 1995, énonce que « la personne humaine sera placée au

centre du développement et les économies orientées de façon à mieux satisfaire les besoins des populations » et précise que la coopération économique doit viser un « développement centré sur l'être humain. »

● Développement durable

Stratégie de développement qui reconnaît la nécessité de protéger l'environnement et de préserver les ressources en prenant en compte les besoins des générations futures.

● Développement participatif

L'intérêt pour la stratégie de développement participatif ne faiblit pas depuis la fin des années 1980. Selon ce concept, l'efficacité et la durabilité de l'aide au développement sont renforcées lorsque la population locale bénéficiaire de la coopération peut participer au processus de prise de décisions et assurer ainsi une répartition plus équitable de l'aide.

● Diversité biologique (Convention sur la)

Convention assurant la protection systématique de la diversité biologique et encourageant une utilisation durable des ressources pour éviter la disparition d'autres espèces vivantes dans une perspective mondiale. Cette convention couvre donc trois niveaux de diversité : l'habitat, l'espèce et le matériel génétique.

● Donateur

Pays ou organisation qui fournit de l'aide, par opposition à « bénéficiaire », qui désigne le pays en développement qui reçoit l'aide.

E

● Élément de libéralité

Indice de libéralité des conditions d'octroi de l'aide. Plus les conditions d'un prêt (taux d'intérêt, période de remboursement, différé d'amortissement) sont avantageuses, plus l'élément de libéralité est important. Un don, ou un apport de coopération financière non remboursable, est une subvention à 100 %.

● Enjeux de portée mondiale

Problèmes ayant des répercussions au niveau mondial, tels que l'environnement, la population, le VIH/sida, l'intégration de la femme dans le développement (IFD) et le commerce illégal de la drogue, et auxquels seule la coopération internationale peut apporter une réponse.

● Étude de formulation de projets

Lorsqu'une aide du Japon est fournie, la coordination entre les différents donateurs n'est pas toujours claire, notamment au regard des plans de développement du pays partenaire et des domaines de la coopération, son impact, son influence sur l'environnement et la société, et sa durabilité. Dans cette situation, la JICA réalise des études de formulation de projets, afin de déterminer le contexte de l'aide et d'être en mesure de parer à d'éventuelles insuffisances. Des membres de missions d'étude sont envoyés sur site en vue de discussions avec le gouvernement partenaire et les organisations connexes, et un soutien est parfois fourni en matière de formulation des demandes d'aide.

● Étude du plan de base

Les décisions relatives notamment à la pertinence et au contenu d'un projet de coopération financière non remboursable sont prises par le gouvernement japonais à partir des études du plan de base réalisées par la JICA.

L'objectif de l'étude du plan de base est d'analyser les chances de réussite d'un projet, et de prévoir des plans de réalisation optimaux. Les principaux domaines couverts par l'étude permettent de définir : le plan de base du projet, les coûts de construction, les méthodes de travail, les options possibles, la

faisabilité économique et technique, les aspects financiers et le montage administratif.

● Expert de la participation publique

Dans le cadre de la promotion de la citoyenneté active, un membre de la société civile japonaise est envoyé en qualité d'expert dans un pays en développement afin de transmettre un savoir-faire et des techniques emblématiques des collectivités locales et régionales japonaises, tels que le travail du vernis et de la laque ou le traitement des déchets.

● Expert de pays tiers

En vue de soutenir la coopération Sud-Sud, un expert originaire d'un pays en développement est envoyé par la JICA dans un autre pays en développement dont l'environnement, les normes technologiques, la culture et la langue sont similaires et garantissent ainsi un transfert de technologie mieux adapté et plus efficace entre les deux pays.

F

● Formation dans le pays

Programme de formation de la JICA destiné à promouvoir le transfert et la dissémination des compétences dans des pays en développement par l'intermédiaire de ressources humaines locales formées au Japon. D'anciens participants à des stages de coopération technique deviennent à leur tour formateurs pour que la technologie apprise du Japon soit diffusée et implantée dans leur pays en fonction des conditions locales.

● Formation pour les pays tiers

Programme de formation de la JICA qui permet à un pays en développement de transmettre les compétences acquises du Japon à d'autres pays de la région. Selon ce concept, le Japon est le « premier pays », le pays en développement bénéficiaire d'un transfert de technologie du Japon est le « deuxième pays » et le pays voisin accueilli en formation dans ce cadre est le « pays tiers ».

● Fossé numérique

Décalage entre ceux qui disposent de l'information et les autres ; désigne l'écart économique qui se creuse entre les riches, qui continuent d'accroître leur puissance économique en cumulant des informations grâce aux ordinateurs et aux équipements de télécommunications, et qui distancent ainsi les pauvres sur le plan économique.

G

● Gestion du cycle du projet

Méthode de gestion participative s'appuyant sur un graphique sommaire appelé matrice de conception du projet et destiné à contrôler toutes les phases du processus, depuis la planification jusqu'à l'évaluation en passant par la réalisation du projet.

H

● Habilitation/autonomisation

Avec l'acquisition et l'exercice d'une conscience individuelle, de capacités de prise de décisions autonomes et du pouvoir économique, social, juridique et politique, la faculté de prendre des décisions en toute indépendance contribue à gommer les inégalités sociales.

● Homologues

Personnel local de contrepartie qui travaille avec des experts de la JICA et des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) chargés d'apporter une assistance technique dans un pays en développement et qui bénéficie dans ce contexte d'une formation sous forme de transfert de technologie.

F**● Infrastructure**

Il s'agit de formes diverses d'activités économiques fondamentales également appelées « ressources sociales ». L'infrastructure se décline suivant deux grandes catégories : d'une part, l'infrastructure économique, telle que l'énergie, les routes, les ports, les cours d'eau, les communications, les bases de l'agriculture, les chemins de fer et les aéroports, et, d'autre part, l'infrastructure sociale, autrement dit l'hygiène publique, l'éducation, le logement ou l'alimentation en eau et l'assainissement.

● Intégration des sexes/spécificités

La prise en compte des aspects liés à la problématique homme-femme dans les processus de développement permet d'intégrer l'égalité des sexes dans l'ensemble des politiques et des programmes : hommes et femmes peuvent alors participer aux processus de prise de décisions concernant toutes les questions de développement.

● Intrants

Fonds, ressources humaines, technologies, matériels, équipements, etc. utilisés pour le développement dans les pays en développement.

J**● JICA-Net**

Coopération internationale en réseau proposant des téléconférences et des formations en ligne à des pays et des régions qui utilisent des technologies de l'information et de la communication (TIC), telles que les matériels multimédia de conférence en circuit fermé et Internet.

L**● Lassitude de l'aide**

Situation dans laquelle l'aide des pays industrialisés stagne ou diminue. Ce phénomène résulte autant de l'aggravation de l'état des finances et de la récession de l'économie, que de l'absence d'effets visibles de l'aide. Le doute est alors jeté sur le bien-fondé de l'aide et il est parfois difficile d'obtenir le soutien du grand public afin d'augmenter les budgets correspondants dans les pays développés.

● Liste du CAD

Liste établie par le CAD, elle recense les pays et régions bénéficiaires sur lesquels portent les statistiques du CAD et comporte deux parties. La première comprend les pays en développement et la seconde ceux qui ont atteint un niveau de développement relativement avancé, comme certains pays d'Europe centrale et orientale ou de l'ancienne Union soviétique et Singapour.

M**● Matrice de conception du projet**

Graphique sommaire utilisé pour la gestion du cycle du projet, elle indique l'objectif d'ensemble, la finalité du projet, les résultats, les activités, les indicateurs objectivement vérifiables, les moyens de vérification, les principales hypothèses, les conditions préalables et les ressources disponibles (intrants).

● Mercado Comun del Sur (Mercosur)

Marché commun qui associe depuis 1991 l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

N**● Nation émancipée de l'aide**

Pays en développement ayant atteint un niveau lui permettant de poursuivre et d'intensifier son progrès économique sans requérir l'aide de pays industrialisés. L'un des critères de reconnaissance d'un pays « émancipé de l'aide » est un produit national brut (PNB) de plus de 8 625 dollars des États-Unis par habitant.

● Nouvelle stratégie de développement du CAD

Stratégie à long terme d'aide au développement adoptée en mai 1996 par le CAD en prévision du XXI^e siècle. Le Japon a joué un rôle clé dans sa formulation. Un « nouveau partenariat mondial » pour la réalisation d'objectifs de développement communs par un partage des responsabilités entre pays en développement et nations industrialisées y est proposé. Les objectifs de développement sont regroupés en trois catégories - le bien-être économique, le développement social, et une gestion des ressources durable et respectueuse de l'environnement. Parmi les objectifs plus spécifiques à atteindre figurent la réduction de la proportion des personnes vivant dans une pauvreté extrême, l'accès généralisé à l'enseignement primaire dans tous les pays et l'abaissement des taux de mortalité infantile et maternelle.

O**● Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)**

La déclaration adoptée lors du sommet du Millénaire des Nations-Unies en 2000, énonce les huit objectifs du Millénaire pour le développement à atteindre d'ici à 2015 : (1) éliminer l'extrême pauvreté et la faim ; (2) assurer une éducation primaire pour tous ; (3) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; (4) réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans ; (5) améliorer la santé maternelle ; (6) combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ; (7) assurer un environnement durable et (8) mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

● Obligation de rendre des comptes

Responsabilité d'expliquer avec exactitude et en des termes adaptés aux citoyens japonais et à la population du pays partenaire, le contenu, le financement et la justification des choix des programmes et des activités mis en oeuvre dans le cadre de la coopération internationale et de l'aide au développement.

P**● Participant à une formation d'initiative locale**

Stagiaire accueilli par la JICA et dont la formation fait suite à la proposition d'une administration ou de toute autre institution locale, destinée à faire profiter les pays en développement de techniques et savoir-faire régionaux, dans des domaines tels que la production viticole ou la fabrication d'articles en fer.

● Pauvreté

Les définitions varient suivant les pays et organismes donateurs ; toutefois, la pauvreté est généralement définie par rapport au revenu annuel par habitant inférieur au minimum nécessaire pour la subsistance quotidienne (Banque mondiale) et en termes de qualité de vie et de facteurs sociaux autres que le revenu (PNUD).

● Pays les moins avancés (PMA)

Établie sur la base du niveau de revenu des pays en développement, cette classification est utilisée par les Nations-Unies pour désigner les pays les moins avancés dans leur développement.

● Pays pauvres très endettés (PPTÉ)

Pays définis comme les plus pauvres et les plus lourdement endettés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale en 1996. En chiffres de 1993, PNB par habitant de moins de 695 dollars des États-Unis, avec une dette cumulée en valeur actualisée nette (VAN) d'au moins 2,2 fois le niveau des exportations ou au moins 80 % du PNB. Au mois de mars 2002, on recensait 42 PPTÉ.

● Problématique homme-femme

Différenciation entre les sexes fondée sur des concepts sociaux plutôt que sur la biologie.

● Programme commun d'action

Les problèmes de portée mondiale, tels que l'environnement, la démographie et le VIH/sida, stipulés dans le programme d'action signé par le Japon et les États-Unis, parvenu à échéance en 2001.

● Programme de partenariat

Programme d'aide conjoint réalisé sur un pied d'égalité par le Japon et un pays en développement, dont le développement économique résulte d'apports antérieurs d'aide.

● Programme sectoriel

Dans le cadre de ce programme, les contributions individuelles des donateurs sont regroupées par secteur de façon à coordonner les efforts de ces derniers avec les pays en développement. Il s'agit d'une approche efficace de l'aide qui permet de prendre en compte un secteur dans son intégralité.

R

● Renforcement des capacités

Il s'agit de relever la capacité du bénéficiaire à mettre en œuvre et à gérer le processus de renforcement institutionnel, autrement dit le processus par lequel les gouvernements des pays en développement acquièrent leur autonomie.

● Riz NERICA

Nouvelle variété hybride de riz obtenue à partir de croisement entre les riz africain et asiatique et qui présente des caractéristiques des deux souches parentes. Il devrait contribuer à assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique, région dont l'environnement est hostile. NERICA est la forme abrégée de « New Rice for Africa » ou « Nouveau riz pour l'Afrique ».

S

● Santé génésique

État de santé dans lequel toutes les fonctions et les processus actifs du système de l'appareil génital ne sont limités par aucune affection ou aucun trouble et sont entretenus d'une manière satisfaisante à la fois sur le plan physique, mental et social.

● Sécurité humaine

Ce terme a été utilisé en association avec le « développement centré sur l'être humain » dans le *Rapport sur le développement humain* du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) en 1994. Il qualifie la situation dans laquelle les individus sont à l'abri de la faim, de la maladie, et de répressions liées à la race ou à des opinions. Pour le PNUD, elle se décline suivant sept catégories : alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire locale, politique et économique.

● Soins de santé primaires

Soins de santé de base auxquels peuvent accéder les membres de la société au plan régional.

● Soutien politique et institutionnel

Divers types de soutien en rapport avec les compétences techniques nécessaires pour créer les conditions de mise en place d'une économie de marché et de systèmes associés opérationnels, ainsi que de développement des ressources humaines participant au processus de transition graduelle vers l'économie de marché et la démocratisation. En pratique, cela suppose d'organiser des séminaires sur la démocratisation pour présenter, entre autres, les systèmes juridiques, administratifs et parlementaires du Japon en précisant leur historique, leur état actuel et les expériences accumulées ; l'accueil de participants à des formations dans le domaine de la gestion d'une économie de marché et de la gestion administrative ; la fourniture de conseils sur la politique à mener par l'envoi de missions d'experts.

T

● Transfert de technologie

Grâce à l'enseignement et à la formation, des organisations et des individus transfèrent des compétences particulières à d'autres organisations et individus afin d'assurer l'assimilation et la diffusion de la technologie ainsi transmise. Dans le cas de la coopération économique, le transfert est généralement réalisé par un pays ou une entreprise possédant les techniques perfectionnées de production et de gestion nécessaires au développement d'un pays en développement.

V

● Valorisation des capacités

Processus par lequel un pays en développement met en valeur ses propres capacités, afin de résoudre ses problèmes de développement. À la différence du renforcement des capacités, dont l'objectif consiste à consolider les capacités de l'extérieur, la valorisation fait référence au processus endogène de création, de renforcement et de maintien des capacités d'un pays en développement.

Sources

- Agence japonaise de coopération internationale, *Kokusai Kyoryoku Yogo-shu (Glossaire des termes de la coopération internationale)*, première et troisième éditions, International Development Journal Co. Ltd.
- Fonds de coopération économique du Japon, *Keizai Kyoryoku Yogo Jiten (Dictionnaire des termes de la coopération économique)*, Toyo Keizai Inc.
- Bureau de la coopération économique, ministère des Affaires étrangères, *ODA Hakusho (Livre blanc sur l'APD)*, Association pour la promotion de la coopération internationale
- Documents de l'Agence japonaise de coopération internationale et page d'accueil du site de la JICA

Bibliographie de l'APD (établie par la JICA)

■ Études thématiques et sectorielles

Stratégie de l'aide

- *Rethinking Poverty Reduction: PRSP and JICA* (2001)
- *The OECD/DAC's New Development Strategy: Report of the Issue-wise Study Committee for Japan's Official Development Assistance* (Vol. 1: Overview; Vol. 2: Sectoral Studies; Vol. 3: Country Studies) (1998)

Gouvernance

- *Roads to Democracy and Governance* (2003)
- *Government Decentralization Reforms in Developing Countries* (2001)

Consolidation de la paix

- *Peace-Building and the Process of Disarmament, Demobilization, and Reintegration: The Experiences of Mozambique and Sierra Leone* (2004)
- *Research Study on Peacebuilding* (Executive summary) (2002)

Efficacité de l'aide

- *Participatory Evaluation and International Cooperation* (2001)
- *The Impact Analysis of Technical Assistance on Human Resources Development: Ubon Institute for Skill Development (UBISD) in Thailand* (1999)
- *Local Development and the Role of the Government: Report of the Issue-wise Study Committee for Development Assistance* (1997)

Environnement

- *The Study on Development Assistance in Water Sectors: Response to Water Problems in Developing Countries* (Summary: Issues and Proposals) (2002)
- *Second Study on Development Assistance for the Environment* (Summary) (2001)

Développement humain

- *Development of Japan's Social Security System - An Evaluation and Implications for Developing Countries -* (2004)
- *Japan's Experiences in Public Health and Medical Systems* (2005)
- *The History of Japan's Educational Development* (2005)
- *Second Study on International Cooperation for Population and Development - New Insights from the Japanese Experience -* (Executive summary) (2003)
- *Socio-Epidemiological Study on HIV-Related Behaviour among Young People in Mauritius* (2003)
- *A Study of the Effectiveness of the Integrated Management of Childhood Illness (IMCI) Program Developed by WHO and UNICEF as a Key Strategy of Child Survival in Developing Countries* (2002)
- *Study on Okinawa's Development Experience in Public Health and Medical Sector* (2000)

Développement économique

- *ICT Policy Reform and Rural Communications Infrastructure - Bridging Digital Divide through Private Sector Development* (2005)

- *Information Revolution in Development Assistance* (Executive Summary) (2001)
- *Support Mechanisms for SMEs and Subcontracting in Indonesia* (2001)

Approches pour la planification systématique des projets de développement

- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Water Resources* (2005)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Agricultural and Rural Development* (2005)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Higher Education* (2004)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Trade and Investment Promotion* (2004)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Poverty Reduction* (2004)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Information and Communication Technology* (2004)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Basic Education* (2002)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Rural Development* (2002)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Anti-HIV/AIDS Measures* (2002)
- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Promotion of Small and Medium Enterprises* (2002)

■ Études de l'aide par pays et par région

Asie de l'Est

- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to the People's Republic of China* (1999)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to Mongolia* (1997)

Asie du Sud-Est

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Kingdom of Thailand* (2003)
- *JICA Country Study for Japan's ODA: The Kingdom of Cambodia* (2002)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Indonesia* (Summary) (2000)
- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of the Philippines* (1999)
- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Lao People's Democratic Republic* (1998)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Socialist Republic of Viet Nam* (1995)

Asie du Sud-Ouest

- *Country Study for Japan's Official*

Development Assistance to the Islamic Republic of Pakistan (2003)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Kingdom of Nepal* (2003)
- *Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to India* (1995)

Amérique latine

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Bolivia* (2004)
- *Country Study for Japan's Development Assistance to the Federative Republic of Brazil* (2002)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Cuba* (2002)
- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Peru* (1998)

Moyen-Orient

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Hashemite Kingdom of Jordan* (1996)

Afrique

- *Study on Japan's Official Development Assistance to Southern Africa Countries* (2000)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the United Republic of Tanzania* (1997)
- *Étude par pays de l'aide publique au développement du Japon à la République du Sénégal* (1995)
- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Ghana* (1995)

Europe

- *Regional Study for Japan's Official Development Assistance to Central and Eastern Europe* (2003)

■ Comptes rendus de séminaires

- *International Symposium on Capacity Development and Aid Effectiveness* (2003)
- *Capacity Development and JICA's Activities* (2003)
- *Policy and Strategies on Tuberculosis Control* (2002)
- *JICA International Symposium on «the Roles of ODA and NGOs in Supporting and Strengthening Democratic Institutions in Developing Countries»* (2001)

■ Périodiques

- *Technology and Development* (1988-2004)

■ Informations générales sur les pays et les projets

- Site Web de la JICA :
<http://www.jica.go.jp/english/index.html>

Remarque : consultation des publications et des documents ci-dessus ainsi que d'autres rapports sur le site Internet de la JICA ou sur place, à la Bibliothèque de la JICA située dans l'Institut de coopération internationale (Ichigaya, Shinjuku-ku, Tokyo).

Agence japonaise de coopération internationale Rapport annuel 2005

Impression Pierre Trollé Imprimerie
Novembre 2006

Traduction Tina Calogirou et Claude Checconi

Sous la direction du Bureau de la JICA en France
8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, France
Tél : + (33) (0)- 1 40 20 04 21

<http://www.jica.go.jp/france/french/index.html>

© Agence japonaise de coopération internationale, 2005

Note pour les utilisateurs du CD-ROM

Le CD-ROM intitulé « Japan International Cooperation Agency, Annual Report 2005, Statistical Appendix » inclus dans le présent rapport annuel de la JICA contient la version anglaise des données statistiques de l'exercice 2004 et des données statistiques cumulées des exercices précédents de la JICA, sous l'ancien et le nouveau statut.

1 Présentation du CD-ROM

Le CD-ROM contient les éléments suivants :

- Readme.txt *1
- Data (Folder) *2 *3

*1 Le suffixe « .txt » indique qu'il s'agit d'un fichier texte.

*2 Les statistiques de la JICA pour l'exercice 2004 figurent dans le dossier « Data ».

*3 Le fichier « ann2005f.pdf » contient la liste des projets mis en œuvre au cours de l'exercice 2004. Pour le lire, vous devez disposer

du logiciel Adobe Reader.

Le CD-ROM est une application auto-exécutable faisant appel à l'outil de développement FileMaker Pro Runtime (éléments logiciels : ©1984-2005 FileMaker, Inc., Tous droits réservés).

Le dossier « Data » contient de multiples fichiers. Tous ces fichiers sont nécessaires pour lire le CD-ROM. Avant d'utiliser les données, vous devez copier l'ensemble des fichiers et dossiers du CD-ROM sur le disque dur.

Pour plus d'informations, lire le fichier « Readme.txt » sur les données et leur utilisation.

★ Pour une simulation, ouvrir l'application « Menu EXE » et cliquer sur le bouton « Help » dans « Main Menu »

2 Configuration requise

Ce CD-ROM est hybride (HFS, ISO 9660 Level 1) et peut être utilisé sur PC (Windows) et Macintosh.

Suivant le système dont vous disposez, la configuration est la suivante :

Windows

- PC 486/33 doté d'un processeur Intel
- 128 Mo de mémoire vive (RAM)
- Disque dur disposant au moins de 60 Mo d'espace libre
- Lecteur de CD-ROM
- Windows 98, Windows 2000 ou une version ultérieure, avec Internet Explorer 5.0 ou une version ultérieure

Remarque : si l'application ne fonctionne pas avec un compte utilisateur sous Windows 2000 ou Windows XP, réessayer avec un compte administrateur.

Macintosh

- Power Macintosh ou Mac OS avec un processeur PPC 601 ou plus
- 128 Mo de mémoire vive (RAM) au minimum
- Disque dur disposant au moins de 60 Mo d'espace libre
- Lecteur de CD-ROM
- Système 8.1 ou version ultérieure

Remarque : compatible avec Mac OS X

3 Exécution des fonctions « Application » et « Search »

Windows / Macintosh

Double-cliquer sur « Menu EXE » dans le fichier « Data » pour afficher le menu principal. Pour plus d'informations sur la manière d'effectuer une recherche, consulter le menu « Help ». Lire également le fichier « Readme.txt ».

4 Droits d'auteur

- 1) Les données figurant sur le CD-ROM sont déposées par l'Agence japonaise de coopération internationale.
- 2) Microsoft, Microsoft Windows et le système d'exploitation Windows sont des marques de commerce enregistrées ou déposées par Microsoft Corporation aux États-Unis et/ou dans d'autres pays.
- 3) Apple, Macintosh, Mac, Mac OS et Power Mac sont des marques déposées de Apple Computer, Inc., Tous droits réservés.
- 4) Le logo du dossier de fichiers est une marque déposée de FileMaker, Inc. et FileMaker est une marque enregistrée de FileMaker, Inc.
- 5) Tous les autres noms de produits ou de marques sont déposés ou enregistrés par les sociétés correspondantes.

L'Agence japonaise de coopération internationale et FileMaker, Inc. déclinent toute responsabilité concernant la validité et la fonctionnalité du logiciel et des données contenues sur ce CD-ROM, et pour tout dommage pouvant résulter de son utilisation.

La reproduction du logiciel et/ou des données figurant sur ce CD-ROM est interdite sans autorisation préalable.

Note pour l'interprétation des « Statistical Data » (données statistiques) du CD-ROM

1 Critères pour l'agrégation des données et pour le calcul des statistiques

- 1) Les données des tableaux s'appuient sur les critères statistiques de la JICA.
- 2) Les résultats concernent la période comprise entre le 1er avril 1952 et le 31 mars 2005.
- 3) L'année fiscale japonaise court du 1er avril au 31 mars.
- 4) Les noms des pays employés dans le CD-ROM sont ceux utilisés par la JICA.
- 5) Le choix des domaines, au nombre de 20, est régi par les critères statistiques de la JICA.
- 6) Les données sont réparties en six zones géographiques : « Asia » Asie, « Middle East » Moyen-Orient et Maghreb, « Africa » Afrique, « North America and Latin America » Amérique du Nord et Amérique latine, « Oceania » Océanie, et « Europe ».

Remarques :

- a. Depuis l'exercice 1999, la zone « Europe » n'intègre plus les huit pays d'Asie centrale et de Transcaucasie transférés dans la zone « Asia ». Aussi, selon l'exercice, les résultats de ces pays figurent dans l'une ou l'autre de ces deux régions.
 - b. La zone « Middle East » s'étend à l'ouest de l'Afghanistan et au nord du Sahara qui délimite la zone « Africa ».
- 7) Les programmes de la JICA sont classés en 26 catégories : (a) « Acceptance of technical training participants » accueil de participants à une formation technique, (b) « Dispatch of technical cooperation experts » envoi d'experts de la coopération technique, (c) « Development studies projects » études de développement, (d) « Provision of technical cooperation equipment » fourniture d'équipements pour la coopération technique, (e) « Project-type Technical cooperation » coopération technique de projet-type, (f) « Welfare of experts » bien-être des experts, (g) « Aid-personnel recruitment and training » recrutement et formation de personnel d'aide, (h) « Development cooperation » coopération pour le développement, (i) « Dispatch of Japan Overseas Cooperation Volunteers » envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger, (j) « Grant Aid Projects » projets de coopération financière non remboursable, (k) « Emigration Program » programme d'émigration, (l) « Youth Invitation Program » programme d'invitation de jeunes adultes, (m) « Disaster relief activities » secours en cas de catastrophe, (n) « Program formulation » formulation de programmes, (o) « Follow-up activities » activités de suivi, (p) « Technical cooperation projects » projets de coopération technique, (q) « Public participation based cooperation » coopération basée sur la participation du public, (r) « Project/Program evaluation » évaluation de projets et de programmes, (s) « Overseas development study » études de développement à l'étranger, (t) « Natural resource development study » études de base sur le développement des ressources naturelles, (u) « Overseas agricultural development study » études de développement sur le secteur agricole à l'étranger (v) « Non-grant technical cooperation » coopération technique à la charge du pays bénéficiaire, (w) « Expenses for operation support » dépenses pour le soutien des opérations, (x) « Expenses for domestic offices » dépenses pour les antennes régionales au Japon, (y) « Expenses for overseas offices » dépenses pour les bureaux de représentation à l'étranger, (z) « Overseas education for science education » enseignement à l'étranger pour l'enseignement des sciences.
 - 8) Les programmes sont regroupés selon huit types d'activité : (a) « Acceptance of technical training participants » accueil de participants à une formation technique, (b) « Dispatch of experts » envoi d'experts, (c) « Dispatch of study teams » envoi de membres de missions d'étude, (d) « Dispatch of JOCV » envoi de JOCV, (e) « Dispatch of other volunteers » envoi d'autres volontaires, (f) « Provision of equipment » fourniture d'équipements, (g) « Emigration service » service d'émigration, et (h) « Others » autres.
 - 9) Le nombre total de personnes ayant participé aux programmes est la somme de toutes les personnes qui ont participé au cours de chaque exercice depuis le début du programme de coopération. Les résultats d'un exercice donné incluent le nombre de stagiaires accueillis au Japon durant l'exercice (« New participants » nouveaux participants), d'experts nouvellement affectés (« New experts » nouveaux experts),

de membres de missions d'étude envoyés à l'étranger (« New study team members » nouveaux membres de missions d'étude), de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (« New members of JOCV » nouveaux JOCV) et de personnes nouvellement émigrées (« New Japanese emigrants » nouveaux émigrés japonais). Suivant ce principe, le nombre de personnes en poste à l'étranger ou séjournant au Japon pendant plusieurs années consécutives (par exemple, l'exercice donné, le suivant et le prochain) est comptabilisé au titre des résultats de l'année de l'affectation outre-mer ou de l'arrivée au Japon et n'est donc pas comptabilisé dans les résultats des autres années (par exemple, l'exercice suivant ou le prochain).

- 10) Les résultats pour l'exercice 2004 intègrent le nombre de personnes arrivées au Japon ou envoyées à l'étranger et poursuivant les activités démarrées durant l'exercice précédent (à l'exclusion des émigrés).
- 11) Les dépenses relatives à l'envoi de missions d'étude dans plusieurs pays figurent dans la colonne « Unclassified » (non classé) depuis l'exercice 1954, excepté toutefois entre l'exercice 1974 et l'exercice 1993, période durant laquelle elles étaient divisées par le nombre de pays concernés et ajoutées aux résultats par pays.
- 12) Les dépenses se rapportant à la formation au Japon de stagiaires étrangers à la demande d'organisations internationales ont été affectées aux résultats des pays en développement bénéficiaires entre l'exercice 1952 et l'exercice 1979, puis incorporées dans la colonne « International organizations » (organisations internationales).
- 13) Suite à un examen réalisé durant l'exercice 1987, la ventilation des résultats relatifs aux îles du Pacifique territoire des États-Unis et à l'île de Yap a été ainsi modifiée :
 - a. L'ensemble des résultats antérieurs à l'exercice 1981, notamment le nombre de personnes et les dépenses pour les îles du Pacifique territoire américain ont été incorporés dans les données concernant les îles Mariannes, les îles Marshall et les États fédérés de Micronésie.
 - b. Les résultats relatifs à l'île de Yap sont distincts avant l'exercice 1964, ensuite ils sont englobés dans les données concernant les États fédérés de Micronésie.

2 Résultats par pays

- 1) Les résultats par pays sont répartis par programme et par secteur.
- 2) Les résultats des programmes de coopération intrarégionale sont indiqués dans la colonne « Unclassified » (non classé), alors que la dénomination « Unclassified international » (non classé international) fait référence aux résultats des programmes de coopération réalisés dans plusieurs régions.
- 3) Le nombre de personnes accueillies au Japon ou envoyées à l'étranger à la demande d'organisations internationales est ventilé par pays et par organisation internationale et ne figure pas dans les résultats de la coopération bilatérale.

3 Abréviations

E/N « Exchange of Notes » (EN, Échange de notes)

Peut être défini comme une sorte de traité dans son acception la plus répandue. Il consiste en un échange de notes verbales entre au moins deux pays ou organisations internationales. Le contenu du programme d'aide est spécifié dans les notes élaborées par les autorités du pays donateur et du pays en développement bénéficiaire. Par l'échange de notes, les deux gouvernements s'engagent à s'acquitter de leurs obligations respectives en vue d'assurer la bonne exécution d'un projet de coopération financière non remboursable.

R/D « Record of Discussions » (PVD, Procès-verbal des discussions)

Le PVD est rédigé par la JICA et l'organisme partenaire du pays en développement, avant le démarrage d'un projet de coopération technique. Ce document définit le contenu du projet de coopération. Il est signé par un représentant de chacune des deux parties intervenant dans le projet.

Japan International Cooperation Agency
Annual Report 2005 Statistical Appendix



© Japan International
Cooperation Agency 2005





Agence japonaise de coopération internationale
<http://www.jica.go.jp/>